

10 milliards d'euros d'économies demandées aux ministères, l'ESR exsangue !

23 février 2024

Le ministre de l'économie l'avait annoncé en début de semaine, [un décret publié ce 22 février](#) au Journal officiel **annule**, pour 2024, **10 Milliards d'€ de crédits au budget de l'État**.

La demande de Bercy est claire : encore et toujours réduire les dépenses publiques ! Et alors que le Budget 2024 avait déjà subi des coupes catastrophiques, il faut maintenant que les ministères réduisent leurs achats (de 750 M€) et surtout leur masse salariale (de 700 M€), enfouissant encore un peu plus les 5 millions d'agent·es de la fonction publique dans la misère, aggravant encore leurs conditions de travail et détruisant toujours plus les services publics.

Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, le Projet de Loi de Finances 2024 présenté à l'automne, annonçait pourtant déjà la couleur, tout comme ceux des années précédentes d'ailleurs : pour notre ministère, une augmentation de seulement 818 M€, soit + 3,1% en euros constants, bien en dessous du niveau de l'inflation sur 2023 (4,9% selon l'INSEE). Et ce décret d'annulation tape encore plus fort et prévoit pour les trois programmes du MESR une **diminution de 588,3 M€** :

- Le programme 150 - Formations supérieures et recherche universitaire (15,1 Mds€) moins 80,1 M€.
- Le programme 172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (8,2 Mds€) perd 383,1 M€, soit près de 5%
- Le programme 231 - Vie étudiante (3,3 Mds€) se voit lui amputé de 125,1 M€, soit près de 4%.

Au total, ces coupes budgétaires représentent 72% de la magnifique "hausse" en trompe-l'oeil annoncée en grande pompe par gouvernement et ministre en septembre dernier ! On attend sa réaction après cette humiliante décision de Bercy...

Pour la MIREs (Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur) dans sa globalité, qui inclut également par exemple la recherche spatiale ou la recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables, autant de domaines où la recherche publique devrait être largement soutenue pour répondre aux urgences climatiques, écologiques, énergétiques..., l'amputation atteint presque le milliard d'€ (904 247 682 €) !

Bref, il ne va bientôt plus rien rester pour faire fonctionner le service public d'ESR : pas de quoi augmenter des capacités d'accueil pour les néo-bacheliers depuis plusieurs années déjà, même pas de quoi payer cette année les pourtant si maigres augmentations du point d'indice, pas de quoi rénover des bâtiments en ruine, pas de quoi faire tourner la recherche ! Pourtant, Macron osait affirmer le 7 décembre 2023 : "On a mis plus d'argent dans la recherche". Les mensonges du Président de la République et de sa ministre de l'ESR sont révoltants !

Ces mesures (d'ailleurs publiées par décret, plutôt que de passer au parlement, ce serait sans doute trop démocratique) concernent également **d'autres services publics**, qui pourtant devraient être une priorité incontournable de notre pays, certains particulièrement attaqués : 2,1 milliards en moins pour l'Ecologie, 690 millions en moins pour l'Education nationale, 300 millions en moins pour le Logement.

Mais qu'on se rassure pour le Medef, Bercy ne touche pas aux plus de 160 Mds d'€ de cadeaux fiscaux et de baisses de cotisations sociales accordées aux patrons ! On sait où sont les priorités de Macron et de son gouvernement : servir les riches, ne jamais leur imposer des impôts justes, toujours leur faire des cadeaux fiscaux ! Les inégalités se creusent, les dividendes explosent en même temps que la pauvreté de nombre de travailleur·euses !

Pour en finir avec l'excuse austéritaire destructrice du service public de l'ESR, la CGT FERC Sup appelle à agir dans tous nos établissements dans l'unité la plus large possible pour la grève féministe du 8 mars et pour la journée de mobilisation de la Fonction publique du 19 mars, et à se réunir en AG pour envisager les suites à donner à cette première étape de la mobilisation.